



**RÉGION
AUVERGNE- RHÔNE-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 84-2021-246

PUBLIÉ LE 24 DÉCEMBRE 2021

Sommaire

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'autonomie planification

84-2021-12-23-00007 - Arrêté n° ARS n°2021-14-0146 et métropole de Lyon n° 2021-DSHE-DVE-EPA-10-014 portant changement d'adresse de l'établissement pour personnes âgées EHPAD Ma maison Lyon 4 - Petites Sources des Pauvres Lyon 4.?? (4 pages)

Page 3

84-2021-11-25-00027 - Arrêté portant cessation définitive d'activité de la PUV STE THERESE à CHATEAUNEUF DU RHONE (4 pages)

Page 7

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de la santé publique

84-2021-12-23-00006 - Arrêté 2021-21-0196 portant modification de l'arrêté n° 2021-21-0195 du 15 décembre 2021 - relai ambulatoire de vaccination Covid-19 (3 pages)

Page 11

84_DREAL_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes / Secrétariat Général

84-2021-12-24-00001 - Arrêté DREAL-SG-2021-60 portant subdélégation de signature en matière de commandes publiques?? aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (13 pages)

Page 14

Arrêté ARS n°2021-14-0146

Arrêté Métropole n°2021-DSHE-DVE-EPA-10-014

Portant changement d'adresse de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPAD) Ma maison Lyon 4

Gestionnaire : Petites Sœurs des Pauvres Lyon 4

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Président de la Métropole de Lyon

VU le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième, du chapitre deux, sections première et quatrième du chapitre trois ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU les arrêtés n°2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2ème génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

VU le projet métropolitain des solidarités 2017-2022 voté par le Conseil de la Métropole le 06 novembre 2017 ;

VU l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0580 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à monsieur Pascal Blanchard, Vice-Président ;

VU l'arrêté ARS n° 2016-8588 et Métropolitain n° 2018-03-01-R0227 du 2 janvier 2017 autorisant le renouvellement au 3 janvier 2017 de l'autorisation délivrée aux Petites Sœurs des Pauvres Lyon 4 pour l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD Ma maison Lyon 4 » situé à Lyon 4^{ème} ;

Considérant la reconstruction de l'établissement au 83 rue Joseph Hénon et la demande de mise à jour du gestionnaire ;

Considérant que la visite de conformité du 17 Décembre 2020 sur le site de Lyon 4^{ème} a permis de constater que les conditions minimales d'installation sont remplies ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par les schémas sus mentionnés et qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévu par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée aux Petites Sœurs des Pauvres Lyon 4 pour la nouvelle localisation de l'EHPAD « Ma Maison Lyon 4 » au 83 rue Jacques Louis HENON 69316 Lyon Cedex 04, pour une capacité globale de 83 lits.

Article 2 : Pour le calendrier des évaluations, la présente autorisation est rattachée à la date de renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD Ma maison Lyon 4, autorisé pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017. Le renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du Code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : La présente autorisation est réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant la notification, conformément aux dispositions des articles L 313-1 et D 313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation est conditionnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, suivant les dispositions réglementaires des articles D.313-11 à D.313-14.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président de la Métropole de Lyon. L'autorisation ne peut être cédée sans leur accord.

Article 6 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées au Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 7 : Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président de la Métropole de Lyon, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télé recours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 8 : Le Directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que la Directrice générale des services de la Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la Métropole de Lyon.

Fait à Lyon, le 23 décembre 2021
En trois exemplaires originaux

Pour Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes
Et par délégation,
Le directeur de l'Autonomie

Raphaël GLABI

Pour le Président de
la Métropole de Lyon,
Le Vice-Président délégué,

Pascal Blanchard

ANNEXE FINESS EHPAD Ma Maison Lyon 4

Mouvement FINESS : Changement d'adresse

Entité juridique : PETITES SŒURS DES PAUVRES LYON 4
Adresse : 81 rue Jacques Louis HENON 69316 Lyon Cedex 04
N° FINESS EJ : 69 003 809 6
Statut : 60 association loi 1901 non reconnue d'utilité publique

Établissement : EHPAD Ma maison Lyon 4
Adresse : **83 rue rue Jacques Louis HENON 69316 Lyon Cedex 04 (nouvelle adresse)**
81 rue Jacques Louis HENON 69316 Lyon Cedex 04 (anciennne adresse)
N° FINESS ET : 69 078 573 8
Catégorie : 500 - Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Équipements :

| Triplet | | | | Autorisation (après arrêté) | |
|---------|------------|----------------|-----------|--------------------------------|-----------------------|
| N° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité | Dernière autorisation |
| 1 | 924 | 11 | 711 | 83 | 03/01/2017 |

Observation : 4 places restent à installer au 30 avril 2022

**Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**La Présidente
du Département
de la Drôme**

Arrêté ARS n° 2021-14-0248

Arrêté CD n° 21_DS_00328

Portant cessation définitive totale d'activité de la Petite unité de vie (PUV) Sainte Thérèse à CHATEAUNEUF DU RHONE.

Gestionnaire : SARL LA VAGHERA SAINTE THERESE

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-3 déterminant les règles d'attribution de compétence pour la délivrance de l'autorisation de créer et faire fonctionner un établissement ou service social ou médico-social ;

Vu les articles L.313-14 et suivants du code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles L.313-18, L.313-19 et R.314-97 ;

Vu les arrêtés n° 2018-1921, n° 2018-1922, n° 2018-1923 et n° 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2ème génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu le schéma départemental personnes âgées-personnes handicapées ;

Vu l'arrêté conjoint de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes n° 2020-14-0168 et du Département de la Drôme n° 20_DS_0326 du 13 novembre 2020 portant cessation définitive partielle d'activité de la PUV Sainte Thérèse à Châteauneuf du Rhône ;

Considérant l'article L313-18 du code de l'action sociale et des familles « *La cessation définitive, volontaire ou résultant de l'application de l'article L. 313-16, de tout ou partie des activités du service, de l'établissement ou du lieu de vie et d'accueil donne lieu à l'abrogation concomitante, totale ou partielle, de l'autorisation prévue à l'article L. 313-1.*

Par exception au premier alinéa, l'autorisation peut être transférée à l'initiative de l'autorité compétente pour la délivrer à une personne publique ou privée en vue de la poursuite de l'activité considérée. En cas d'autorisation conjointe, ce transfert est prononcé à l'initiative de l'une ou l'autre des autorités compétentes, pour ce qui la concerne, ou d'un accord commun. »

Considérant l'article L313-19 du code de l'action sociale et des familles, qui prévoit qu' « En cas de cessation définitive des activités d'un établissement ou d'un service géré par une personne morale de droit public ou de droit privé celle-ci reverse à une collectivité publique ou à un établissement privé poursuivant un but similaire les sommes affectées à l'établissement ou service, apportées par l'État, par l'agence régionale de santé, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ou par les organismes de sécurité sociale, énumérées ci-après :

1° Les subventions d'investissement non amortissables, grevées de droits, ayant permis le financement de l'actif immobilisé de l'établissement ou du service. Ces subventions sont revalorisées selon des modalités fixées par décret ;

2° Les réserves de trésorerie de l'établissement ou du service constituées par majoration des produits de tarification et affectation des excédents d'exploitation réalisés avec les produits de la tarification ;

3° Des excédents d'exploitation provenant de la tarification affectés à l'investissement de l'établissement ou du service, revalorisés dans les conditions prévues au 1° ;

4° Les provisions pour risques et charges, les provisions réglementées et les provisions pour dépréciation de l'actif circulant constituées grâce aux produits de la tarification et non employées le jour de la fermeture ;

5° Le solde des subventions amortissables et transférables ;

6° En cas de non-dévolution des actifs immobilisés au reprenneur de l'établissement ou du service fermé, les plus-values sur les actifs immobilisés ayant fait l'objet d'amortissements pris en compte dans les calculs des tarifs administrés.

La collectivité publique ou l'établissement privé attributaire des sommes précitées peut être :

a) Choisi par le gestionnaire de l'établissement ou du service fermé, avec l'accord de l'autorité ou des autorités ayant délivré l'autorisation du lieu d'implantation de cet établissement ou service ;

b) Désigné par l'autorité compétente de l'État dans le département, en cas d'absence de choix du gestionnaire ou de refus par l'autorité ou les autorités mentionnées au a.

L'organisme gestionnaire de l'établissement ou du service fermé peut, avec l'accord de l'autorité de tarification concernée, s'acquitter des obligations prévues aux 1° et 3° en procédant à la dévolution de l'actif net immobilisé de l'établissement ou du service. » ;

Considérant l'article R.314-97 du code de l'action sociale et des familles, qui prévoit qu' « En cas de fermeture ou de cessation d'activité totale ou partielle d'un établissement ou d'un service, si les frais financiers, les dotations aux comptes de provisions, les dotations au compte de réserve de trésorerie et les annuités d'emprunt contractées en vue de la constitution d'un fonds de roulement ont été pris en compte dans la fixation des tarifs, l'organisme gestionnaire reverse à un établissement ou service poursuivant un but similaire les montants, des provisions non utilisées et des réserves de trésorerie apparaissant au bilan de clôture.

Les crédits d'exploitation non utilisés à la fermeture ou à la cessation d'activité et le solde de la réserve de compensation d'un établissement ou d'un service sont reversés aux financeurs concernés.

L'organisme gestionnaire de l'établissement ou du service qui a cessé définitivement son activité ou a fermé peut, avec l'accord de l'autorité de tarification, s'acquitter de l'obligation relative au reversement des financements mentionnés aux 1°, 3° et 6° de l'article L. 313-19, en procédant à la dévolution de l'actif net immobilisé de l'établissement ou du service.

L'organisme gestionnaire dispose d'un délai de 30 jours à compter de l'arrêté de fermeture ou de la cessation d'activité de l'établissement ou du service pour choisir entre le versement des sommes exigibles au titre du présent article et des 1°, 3° et 6° de l'article L. 313-19 ou la dévolution de l'actif net immobilisé. Après ce délai, le représentant de l'État dans le département fixe les montants mentionnés aux 1° à 6° du même article après accord, le cas échéant, de l'autorité de tarification. Lorsque le gestionnaire procède à la dévolution de l'actif net immobilisé, le représentant de l'État dans le département fixe les montants mentionnés aux 2°, 4° et 5° de cet article.

L'autorité de tarification désigne l'attributaire du reversement. En cas de pluralité d'autorités de tarification, le préfet, après avis de ces autorités, procède à cette désignation. » ;

Considérant qu'il restait jusqu'à présent 4 places autorisées sur les 20 initiales, faute pour les autorités d'avoir pu obtenir une information officielle fiable de la part du gestionnaire concernant la date à laquelle les derniers résidents avaient quitté effectivement l'établissement ;

Considérant qu'à défaut d'avoir pu obtenir une information officielle fiable sur l'éventuelle activité encore existante dans l'établissement, une inspection a été diligentée par le Directeur général de l'ARS et la Présidente du Conseil départemental, de la Petite unité de vie (PUV) Sainte Thérèse à Châteauneuf du Rhône, réalisée le 16 novembre 2021.

Considérant le rapport établi par l'équipe d'inspection, daté du 16 novembre 2021 indiquant que les différents constats réalisés sur place par la mission et l'entretien avec l'actuelle gérante de la société la Vaghera Sainte Thérèse permettent de conclure que l'autorisation d'exploitation délivrée à ladite société pour la Petite unité de vie Sainte Thérèse située Chemin Torchenas à Châteauneuf du Rhône, a totalement cessé d'être exécutée.

ARRÊTENT

Article 1 : La cessation définitive totale d'activité de l'établissement Petite unité de vie Sainte Thérèse située Chemin Torchenas à Châteauneuf du Rhône, est prononcée à compter du 01 décembre 2021 et concerne 4 places. L'autorisation fera prochainement l'objet d'un transfert de l'autorisation à un autre gestionnaire, à l'initiative de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Drôme.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R 314-97 du code de l'action sociale et des familles, à compter de la date de notification du présent arrêté, la SARL LA VAGHERA SAINTE THERESE dispose d'un délai de 30 jours pour faire connaître aux autorités compétentes le choix qui est le sien.

Article 3 : Les caractéristiques du présent arrêté sont enregistrées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme indiqué en annexe.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux qui doit être adressé au Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et à la Présidente du Département de la Drôme dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, ou, pour les tiers, de publication de cet arrêté.

Dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

En application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Directrice départementale de la Drôme de l'Agence régionale de santé ainsi que la Directrice générale des services du Département de la Drôme sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Drôme.

Fait à Lyon, le 25 novembre 2021

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes,

La Présidente
du Département
de la Drôme

Marie-Pierre MOUTON
Présidente du Conseil départemental

Annexe Finess

| Mouvements Finess : | | Cessation d'activité de la PUV Sainte Thérèse | | | |
|--------------------------------|----------------|--|--------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| Entité juridique : | | SARL LA VAGHERA SAINTE THERESE | | | |
| Adresse : | | quartier du Moulin Chenerilles- 13610 LE PUY SAINTE REPARADE | | | |
| N° FINESS EJ : | | 13 004 599 0 | | | |
| Statut : | | 72 - SARL | | | |
| Entité géographique 1 : | | PUV SAINTE THERESE A FERMER | | | |
| Adresse : | | Quartier Torchenas - Quartier Combeaumont - 26780 CHATEAUNEUF DU RHONE | | | |
| N° FINESS ET : | | 26 000 624 2 | | | |
| Catégorie : | | 500 - EHPAD | | | |
| Équipements : | | | | | |
| Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité autorisée ACTUELLE | Dernière autorisation | Capacité autorisée NOUVELLE |
| 924 | 11 | 711 | 4 | 14/02/2017 | 0 |

Arrêté N° 2021-21-0196

Portant modification de l'arrêté N° 2021-21-0195 du 15 décembre 2021 désignant des structures de santé en tant que relais ambulatoires de vaccination afin de faciliter l'organisation de sessions régulières de vaccination contre la Covid-19.

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de la santé publique notamment les articles L. 3131-12 à L. 3131-20 ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

CONSIDERANT que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ; que le 28 février 2020, elle a annoncé avoir porté le niveau de menace liée au nouveau coronavirus à « très élevé », son degré le plus haut ; que les 11 et 12 mars 2020 elle qualifiait le COVID-19 de pandémie ;

CONSIDERANT le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et sa propagation rapide qu'il est nécessaire d'éviter ;

CONSIDERANT qu'en égard à sa propagation sur le territoire national, telle qu'elle ressort des données scientifiques disponibles qui sont rendues publiques, l'épidémie de COVID-19 constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ;

CONSIDERANT que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ;

CONSIDERANT qu'il est attendu de l'ARS qu'elle accompagne les professionnels de santé de ville dans l'identification et la mise en œuvre des solutions organisationnelles appropriées pour soutenir et accompagner la montée en charge de la vaccination en ville ; qu'à cette fin, il importe que des structures d'exercice collectif des soins telles que les pôles de santé, maisons de santé pluri professionnelles, centres de santé, cabinets de groupe puissent être désignées comme relais ambulatoires de vaccination contre la COVID-19 sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDERANT les demandes de ces structures d'exercice collectif des soins d'être désignées en qualité de relais ambulatoire de vaccination contre la COVID-19 ;

CONSIDERANT l'engagement des professionnels de ces structures de proposer la vaccination au-delà de leur patientèle propre et de réaliser au moins 200 vaccinations contre le SARS-COV-2 par mois.

ARRÊTE

Article 1: L'article 1 de l'arrêté N° 2021-21-0195 du 15 décembre 2021 susvisé est modifié comme suit :

« Des relais ambulatoires de vaccination sont créés dans les départements et lieux suivants :

Département de l'Ain

- Maison médicale du Valromey, 22 rue de Savoie, 01510 Artemare
- MSP Meximieux – Médipôle, 180 Rue du Docteur Fuvel, 01800 Meximieux
- Centre médical, 244A rue du Point du Jour, 01000 Saint-Denis-Les-Bourg
- MSP Espace santé côtière - 1er étage, 2 Avenue des Ecoles, 01700 Saint-Maurice-de-Beynost

Département de l'Ardèche

- Pôle de Santé de Bourg-St-Andéol, 23 Avenue du Maréchal Leclerc, 07700 Bourg-Saint-Andéol
- Station médicale des Vans, 75 rue du Quai, 07140 Les Vans
- Pôle médical Lône santé, 20 Rue Gustave Eiffel, 07500 Guilherand-Granges
- Relai ambulatoire de St Just d'Ardèche, Place de la mairie, 07700 Saint-Just-d'Ardèche
- Relai ambulatoire de Villeneuve de Berg, 60 Chemin de Lansas, 07170 Villeneuve-de-Berg
- Pôle de santé de Meyras, 135 Rue Dame de Ventadour, 07380 Meyras
- Relai ambulatoire du Pouzin, 48 Avenue Jean-Claude Dupau (Salle Edith Piaf), 07250 Le Pouzin
- Relai ambulatoire de St Paul le Jeune, 6 La Gare, 07460 Saint-Paul-le-Jeune
- Relai ambulatoire de Larnas, Lotissement St Agnès - Salle Santagné, 07220 Larnas

Département de la Drôme

- Maison de santé Drôme des Collines et des Chambarrans, 235 Route de Saint Clair, 26530 Le Grand-Serre
- Centre de soins infirmiers, 4 Impasse des Claires, 26140 Saint-Rambert-d'Albon
- Maison de santé Valence Europe, 6 Rue du Docteur Koharian, 26000 Valence
- Maison de santé Rose des Vents, 112 Chemin de la Forêt, 26000 Valence
- Centre de Santé Polyvalent Rose des Vents, 1 Chemin Gaston Reynaud, 26000 Valence
- Centre de santé du Diaconat Protestant, 97 Rue Faventines, 26000 Valence

Département de l'Isère

- AMSID, 22 b Rue Emile Blanc, 38420 Domène
- SOS Médecins Grenoble, 8 Avenue du 8 Mai 1945, 38130 Echirolles
- Pôle de Santé "Santé en Vercors", 85 route de Grenoble, 38250 Lans-en-Vercors
- MSP Sud Grésivaudan, 28 Rue Jean Rony, 38160 Saint-Marcellin
- Médecins 7/7, 84 cours Jean Jaurès, 38000 Grenoble

Département de la Loire

- MSP d'Ambierle, 240 Rue de Faimés, 42820 Ambierle
- MSP de Charlieu, 202 Rue des Ursulines, 42190 Charlieu
- Maison de Santé Professionnelle de Savigneux, 13 rue de Lyon, 42600 Savigneux
- Centre de santé polyvalent François Héritier, 1 rue Molière, 42340 Veauche
- Relai ambulatoire de vaccination, 240 Rue de Charlieu, 42300 Roanne
- Relai ambulatoire de vaccination, 5 Rue du Clos, 42300 Villerest

Département du Puy-de-Dôme

- MSP Joze/CPTS Bords d'Allier, 2Rue de la Gare, 63350 Joze
- MSP de Beaumont, 56 Avenue du Mont-Dore, 63110 Beaumont
- MSP Pédiatrique "Les P'tits Soins", 28 Avenue des Paulines, 63000 Clermont-Ferrand

Département du Rhône

La Passerelle, 120 Ancienne Route de Beaujeu, 69400 Arnas
Cabinet infirmier Gris, Place Jean Moulin, 69350 La Mulatière

Département de la Savoie

- Cabinet des professionnels de santé de la Saulire, 4 Passage du Marquis, 73120 Courchevel
- MSP du Guiers, 77 rue du Collège, 73240 St Genis Les village
- Cabinet médical MEDIVAL, 1006 Avenue Olympique, 73150 Val d'Isère
- MSP de Haute Maurienne Vanoise, 26 Rue du Mont-Cenis, 73500 Val-Cenis

Département de la Haute-Savoie

- Maison de santé de Cran-Gevrier, 1 place de l'Etale, 74960 Cran-Gevrier
- Maison de santé de Cruseilles, 31 Grand Rue, 74350 Cruseilles
- Cabinet médical Le Croisse Baulet, 105 avenue de la gare, 74700 Sallanches

Ces relais ambulatoires de vaccination pourront assurer la vaccination des populations contre la Covid-19 jusqu'à la date de sortie de la crise sanitaire prévue par la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021. »

Article 2 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

Article 3 : La directrice de la santé publique de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon le 23 Décembre 2021
Le directeur général de l'ARS ARA
Signé
Dr Jean-Yves Grall



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 24 décembre 2021

ARRÊTÉ n°DREAL-SG-2021-60

**PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE COMMANDES PUBLIQUES
AUX AGENTS DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU
LOGEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de la région
Auvergne-Rhône-Alpes,**

- VU** le code de la commande publique ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le décret n° 2019-1594 du 31 mars 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur. Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** l'arrêté du préfet de région n°2016-20 du 04 janvier 2016 du préfet de région, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2020, portant nomination de Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en tant que directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 18 mai 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-172 du 21 avril 2021 du préfet de région, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY pour les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics ;

ARRÊTE

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Adresse postale : 69 453 LYON CEDEX 06
Standard : 04 26 28 60 00
www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr

1/13

ARTICLE 1 :

Pour l'ensemble des actes, décisions et documents visés dans l'arrêté préfectoral n°2021-172 du 21 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY pour les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|---------|---------|------|
| M. | TANAYS | Eric | DIR | / |
| M. | BORREL | Didier | DIR | / |
| Mme | LÉGÉ | Ninon | DIR | / |
| Mme | RONDREUX | Estelle | DIR | / |

ARTICLE 2 : LIMITES DE DÉLÉGATION

L'ensemble des délégations consenti dans le présent arrêté sont accordées dans les limites fixés par l'arrêté préfectoral n°2021-172 du 21 avril 2021 sus-visé, rappelé ci-après :

- Une autorisation préalable du préfet de région est nécessaire, avant signature des actes d'engagement des marchés publics dont le montant :
 - est égal ou supérieur à 500 000 € TTC (soit 416 666,66 € HT) pour les marchés de travaux,
 - est égal ou supérieur à 172 800 € TTC (soit 144 000 € HT) pour les marchés de fournitures et de services.
- Une autorisation préalable du préfet est nécessaire, avant signature des modifications en cours d'exécution (avenants) qui augmentent d'un montant égal ou supérieur à 20 % le montant du marché initial, pour les marchés visés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Dans les limites de leurs attributions fonctionnelles ou territoriales et de leurs domaines de compétences définies par l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), **subdélégation de signature est accordée** selon les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 4 : CONCERNANT LES AVIS CONFORMES DU RESPONSABLE MINISTÉRIEL DES ACHATS

Pour les demandes d'avis conformes du Responsable ministériel des achats,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

ARTICLE 5 : CONCERNANT LA PASSATION DE MARCHÉ

Pour les actes et pièces relatifs à la passation des marchés suivants,

subdélégation de signature est donnée à :

5.1 – Pour les marchés et accords-cadres de travaux

5.1.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

5.1.2 – dont le montant est strictement inférieur à 416 666,66 € HT (soit 500 000 € TTC)

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|----------|---------|------|
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

5.1.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|------------|---------|------|
| Mme | CARRIE | Nicole | PRNH | / |
| M | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

5.1.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------|---------|------|
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

5.2 – Pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services

5.2.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

5.2.2 – dont le montant est strictement inférieur à 139 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

5.2.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|---------------|---------|-------|
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| M. | LIBERT | Christophe | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCAVIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIE | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

5.2.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|----------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélien | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

5.3 – Pour les conventions constitutives de groupement de commande de fournitures et de services

5.3.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

5.3.2 – dont le montant est strictement inférieur à 139 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

5.3.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|--------------|---------|------|
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|------------|---------|-------|
| M. | BECCAVIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| Mme | CARRIE | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

5.3.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

ARTICLE 6 : CONCERNANT L'EXÉCUTION DES MARCHÉS

Pour les actes et pièces relatifs à l'exécution des marchés suivants, subdélégation de signature est donnée à :

6.1 – Pour les marchés et accords-cadres de travaux

6.1.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

6.1.2 – dont le montant est strictement inférieur à 5 350 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|----------|---------|------|
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

6.1.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|------------|---------|------|
| MME | CARRIE | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

6.1.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|--------------|---------|--------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | EDOUARD | Simon | PRNH | HPCAdN |
| M. | GAUTHERON | Alain | PRNH | HPCAdN |
| M. | HERRERA | Pascal | PRNH | HPCGD |
| M. | LABORDA | Yann | PRNH | HPCGD |
| M. | VALANTIN | Pierre-Yves | PRNH | HPCGD |
| M. | BECHON | Pierre-Marie | PRNH | HPCRAS |
| M. | COURTES | Frédéric | PRNH | HPCRAS |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| Mme | JAILLON | Audrey | SG | LI |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------|---------------|---------|------|
| M. | SALMON | Jean-François | SG | LI |

6.1.5 – dont le montant est strictement inférieur à 10 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|-----------|---------|------|
| Mme | CRUCHAUDET | Nadia | SG | LI |
| Mme | LEVEQUE | Geneviève | SG | LI |
| M. | LOPEZ | Raymond | SG | LI |
| M. | VERGAND | Sébastien | SG | LI |

6.1.6 – Pour tout montant, uniquement pour les déclarations de sous-traitance, les ordres de service et les états d'acomptes

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

6.2 – Pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services

6.2.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

6.2.2 – dont le montant est strictement inférieur à 139 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |

6.2.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|---------------|---------|---------|
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | DB |
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| M. | LIBERT | Christophe | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |
| M. | FELIX | Denis | DIR | Cabinet |
| Mme | LOHR | Évelyne | DIR | Cabinet |
| Mme | ASSEMAT | Maëwa | DIR | Com |
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCA VIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIE | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |
| Mme | LAURENT-BROUTY | Myriam | RCTV | CRSE |
| Mme | LETOFFET | Murielle | RCTV | CRSO |
| M | BOUILLOUX | Christophe | RCTV | VH |
| Mme | JAILLON | Audrey | SG | LI |
| M. | SALMON | Jean-François | SG | LI |
| Mme | GRAVIER-BARDET | Mireille | MIGT | / |
| Mme | NOVAT | Monique | MIGT | / |

6.2.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|-------------|---------|---------------|
| Mme | COUOUT | Caroline | ASN | / |
| M. | PITRAT | Didier | BRMPR | / |
| M. | MARTINEZ | Pierre-Jean | BRMPR | / |
| Mme | OUCHIAR | Malika | DIR | MQ |
| Mme | GENIN | Brigitte | EHN | PE |
| Mme | CHARLEMAGNE | Isabelle | EHN | PEH |
| M. | MESTRALLET | Julien | EHN | PME |
| Mme | PAGLIARI-THIBERT | Carine | EHN | PME |
| M. | RICHARD | Olivier | EHN | PN |
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | ELIZABETH | Clémence | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | CHEVASSON | Gilles | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélie | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | THIER | Sébastien | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | BONNEAU | Olivier | MAP | SA |
| M. | PASCAL | Thierry | MAP | SA |
| M. | ULLERN | Pierre | MAP | SA |
| Mme | DUBUS-CHAVANIS | Marie-Paule | SG | CLAS |
| M. | LOPEZ | Raymond | SG | LI |
| Mme | MOYA | Hermelina | SG | LI |
| Mme | LABONNE | Cécile | SG | MP |
| Mme | RENEVIER | Clémentine | SG | RH-GPEEC-FORM |
| M. | BOUTORINE | Stéphane | SG | RH-GPEEC-FORM |
| Mme | BRUNET | Magali | SG | RH-GPEEC-FORM |
| M. | MAGNAN | Jean-Louis | SG | RH-GPEEC-FORM |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| Mme | ALBERTI | Anaïs | SG | TI |
| M. | FARGEIX | Médéric | SG | TI |

6.2.5 – dont le montant est strictement inférieur à 5 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|--------------|-----------|-------|
| Mme | KHATER | Nour | ASN | / |
| Mme | COURT | Élisabeth | EHN | PE |
| Mme | HALBWACHS | Maya | MIGT | / |
| Mme | ARNAULT | Marie-Céline | PARHR | / |
| M. | SAIDI | Mohamed | PARHR | / |
| Mme | HECQUET | Maryline | PRNH | HPCGD |
| Mme | CRUCHAUDET | Nadia | SG | LI |
| Mme | LEVEQUE | Geneviève | SG | LI |
| M. | VERGAND | Sébastien | SG | LI |
| M. | RICHARD | Olivier | UD 01 | / |
| Mme | DAUJAN | Céline | UiD 07-26 | / |
| M. | PIEYRE | Mathias | UD 38 | / |
| M. | SIMONIN | Pascal | UD 42-43 | |
| M. | DUREL | Jean-Yves | UD 69 | / |
| Mme | JORSIN-CHAZEAU | Anne-Laure | UiD 73-74 | / |

6.2.6 – dont le montant est strictement inférieur à 1 500 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------------|-------------|---------|--------|
| M. | DIEZ | Luis | DIR | / |
| Mme | MONDIERE | Marie-Paule | EHN | GEST |
| M. | GMYR | Michel | EHN | PE |
| M. | MATHE | Fabien | MAP | AFF |
| Mme | ROUDET | Cindy | MAP | AFF |
| M. | CARLIOZ | Thomas | PONSOH | / |
| M. | CARON | Xavier | PONSOH | / |
| M. | BONTEMPS | Vincent | PRNH | HPCAN |
| M. | BUCKENMEYER | Xavier | PRNH | HPCGD |
| M. | DELCOURT | Christophe | PRNH | HPCGD |
| Mme | GARABEDIAN | Christine | PRNH | HPCGD |
| M. | BARRIOZ | Christophe | PRNH | HPCRAS |
| M. | DUBY | Patrick | PRNH | HPCRAS |
| M. | PIALLA | Thierry | PRNH | HPCRAS |
| M. | ROGEON | Gérard | PRNH | HPCRAS |
| M. | TROUSSEL | Didier | PRNH | HPCRAS |
| M. | BONNER | Olivier | PRNH | OH |
| Mme | CHEVRIER | Julie | PRNH | OH |
| M. | BOYENVAL | Vincent | RCTV | MACTR |
| Mme | JUILLET | Vanessa | RCTV | / |
| Mme | ROUX-JEANNIN | Valérie | SG | TI |

6.2.7 – Pour tout montant, uniquement pour les déclarations de sous-traitance, les ordres de service et les états d'acomptes

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | ELIZABETH | Clémence | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | CHEVASSON | Gilles | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélie | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | THIER | Sébastien | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | BONNEAU | Olivier | MAP | SA |
| M. | PASCAL | Thierry | MAP | SA |
| M. | ULLERN | Pierre | MAP | SA |

6.3 – Pour les modifications en cours d'exécution (avenants)

Pour les modifications en cours d'exécution (avenant) qui augmentent d'un montant égal ou supérieur à 20 % le montant du marché initial :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera exécutoire à compter du 1^{er} janvier 2022.

L'arrêté n°DREAL-SG-2021-08 du 23 avril 2021 portant subdélégation de signature en matière de commandes publiques, aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2022.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 :

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet et par délégation
Le directeur régional
de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Signé

Jean-Philippe DENEUVY